



## La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 112 du 22 avril 2016

### Pays Nordiques

**Inégalités.** Selon l'Unicef, qui examine les inégalités entre enfants sur la base de 4 indicateurs (éducation, santé, revenus, satisfaction à l'égard de leur vie), les pays nordiques figurent parmi les pays les plus égalitaires. En tête du classement se trouvent le Danemark (1<sup>er</sup>), la Norvège et la Finlande (2<sup>ème</sup> ex-aequo). La Suède, quant à elle, arrive à la 23<sup>ème</sup> position.

**Responsabilité sociale des entreprises.** Les classements du [Sustainability Brand Insight](#) récemment parus pour la Suède, la Norvège, le Danemark, et la Finlande ont mesuré la « soutenabilité » de 700 marques dans les 4 pays. Ces études font notamment apparaître la forte sensibilité des consommateurs nordiques aux enjeux du développement durable et, en regard, la mobilisation croissante des marques (et la concurrence croissante entre elles) sur ce sujet.

### Danemark

**Commerce extérieur.** Selon l'Institut danois des statistiques, les exportations de marchandises ont chuté de 1,6% en février. Cette baisse des exportations est généralisée à l'ensemble des secteurs. Le Danemark enregistre, sur les trois derniers mois, une baisse de 1,6% de ses exportations vers l'Allemagne, son premier client, due à une chute des ventes dans le secteur éolien. Les importations ont, quant à elles, augmenté de 2,5% en février, tirées par une hausse des achats de machines et matériels de transport. L'excédent commercial pour le mois de février s'élève à 499,5 M€.

**Climat.** Le Conseil Climat, établi en 2014, et qui conseille le gouvernement danois sur les orientations à prendre en termes de politique climatique, a rendu son premier rapport. Ce dernier porte sur le PSO (*Public Service Obligation*, taxe prélevée sur les factures d'électricité afin de financer la transition énergétique danoise) jugé non-conforme aux textes communautaires par la Commission Européenne (cf QN 106). Le rapport du Conseil Climat s'attache à décrire les options ouvertes au gouvernement danois, qui doit réformer cette taxe d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2017. Le Conseil Climat déconseille de financer la transition énergétique via la loi de finances annuelle, qui introduirait une trop grande incertitude pour les investisseurs. Le Conseil Climat préférerait l'ouverture des subventions financées par la taxe PSO aux projets basés à l'étranger, afin de contrer l'argument de distorsion de concurrence mis en avant par la Commission Européenne.

### Finlande

**Conjoncture.** Le ministère des Finances a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour l'année 2016, de +1,2% à +0,9%, et maintient sa prévision pour 2017 à +1,2%. Il estime que la croissance en 2016 sera tirée par la consommation privée (+1%) et l'investissement (+5,2%), notamment dans le secteur de la construction et les machines et équipements. La contribution des échanges extérieurs à la croissance devrait être négative sous l'effet d'une hausse des importations (+2,6%) plus forte que celle des exportations (+1,3%). Les prévisions de chômage sont revues à la baisse de 9,4% à 9,3% pour 2016 et sont maintenues à 9% pour 2017. Le déficit public devrait se réduire sensiblement et rester sous le seuil des 3% du PSC : -2,5% en 2016, -2,1% en 2017 et -1,8% en 2018.

**Commerce extérieur.** Le solde commercial est déficitaire en 2015 pour la cinquième année consécutive (-500 M€). Le déficit se résorbe par rapport à 2014 (-1,8 Mds €) du fait d'une baisse des importations (54,3 Mds € en 2015 ; -6% par rapport à 2014) plus forte que celle des exportations (53,8 Mds € en 2015 ; -4% par rapport à 2014). Le recul des échanges extérieurs s'explique essentiellement par la chute des exportations (-40%) et des importations (-37%) de produits énergétiques sous l'effet de la baisse des prix du pétrole.

**Réformes du marché du travail.** Le ministre de la Justice et de l'Emploi Jari Lindström a présenté une série de mesures visant à promouvoir l'entrepreneuriat et soutenir l'emploi. Le projet de réforme comprend les dispositions suivantes : la zone de recherche d'emploi sera étendue (3 heures de trajet par jour pour un temps plein et 2 heures pour un temps partiel), le délai de carence en cas de refus d'une offre d'emploi sera allongé de 60 jours actuellement à 90 jours, les allocations chômage pourront être versées sous forme de subventions qui réduiraient les coûts salariaux pour



La quinzaine nordique – 22 avril 2016 © DG Trésor

l'entreprise qui embauche, d'aide à la création d'entreprise ou de prime à la mobilité. Ces mesures doivent permettre la création de 15 000 emplois. Le ministère de la Santé et des Affaires Sociales prépare en parallèle un projet de réforme de l'assurance chômage qui sera précisé dans les semaines à venir. Il se pourrait, selon la presse, que la durée d'indemnisation chômage soit abaissée de 400 à 300 jours pour les chômeurs ayant travaillé jusqu'à 3 ans, de 500 à 400 jours pour ceux ayant travaillé plus de 3 ans et que les 500 jours d'indemnisation pour les personnes âgées de plus de 58 ans soient maintenus. Le gouvernement espère que ces réformes entreront en application au 1er janvier 2017.

**Concurrence.** L'autorité de la concurrence finlandaise (KKV) a autorisé l'acquisition de la chaîne de magasins de proximité Suomen Lähikauppa Oy par le groupe Kesko, qui s'est engagé, d'une part, à céder 60 points de vente (enseignes Siwa et Valintatalo), sur un total de 643 magasins acquis, et d'autre part, à continuer à s'approvisionner auprès du grossiste fournisseur de ces enseignes (Tuko Logistics Cooperative), pendant une durée non précisée. Cette opération renforce sensiblement la concentration du secteur de la distribution alimentaire en Finlande en portant la part de marché des deux premiers groupes à près de 85% (soit environ 45% pour le groupe SOK et 40% pour Kesko qui récupère plus de 6% avec l'acquisition de Suomen Lähikauppa). Selon l'analyse de la KKV, cette concentration ne risque pas de porter une atteinte significative au bien-être des consommateurs, hormis dans les 60 zones concernées par les engagements de cession. Elle constate aussi que, compte tenu de la situation financière du groupe Suomen Lähikauppa, les magasins Siwa et Valintatalo étaient condamnés à disparaître si Kesko ne les avaient pas rachetés, aucun autre repreneur finlandais ou étranger n'ayant manifesté un intérêt.

## Islande

**Innovation/ENR.** La société islandaise Icewind qui développe des mini-éoliennes silencieuses, compte tester un premier prototype sur un arrêt de bus dans le centre de Reykjavik. Le système permettra d'alimenter non seulement les prises de courant, mais aussi l'illumination, la publicité, le chauffage ou la climatisation avec une durée d'autonomie de deux jours. Le français JCDecaux, spécialisé dans la publicité extérieure implantée en Islande, est intéressé par le concept. A terme, Icewind entend développer son produit pour équiper les habitations en zone rurale et les tours de radiodiffusion.

**Panama papers.** Le nouveau premier ministre Sigurdur Ingi Johannsson nommé début avril est contesté par les manifestants qui continuent de réclamer le départ du Gouvernement, suite à la divulgation des « Panama Papers » impliquant une partie du précédent Gouvernement. La presse estime qu'environ 10 % de la population islandaise aurait manifesté suite aux révélations du Consortium International de Journalistes d'Investigation (ICIJ).

## Norvège

**Panama papers.** La presse rapporte que la banque DNB est accusée, via sa filiale au Luxembourg, d'avoir permis à plusieurs de ses clients d'éviter le fisc norvégien par différents montages financiers tels qu'évoqués dans l'affaire des « Panama papers ». Le PDG de DNB, Rune Bjerke, est soupçonné selon la presse d'avoir été au courant de ces différents montages et d'avoir menti au quotidien Aftenposten lors de la révélation de l'implication des hauts-dirigeants de la banque. Il est également soupçonné d'avoir eu connaissance des montages financiers créés par la filiale luxembourgeoise spécialisée en gestion privée. La ministre Monica Mæland, qui a la tutelle des sociétés publiques, dont DNB, s'est déclarée « extrêmement surprise » par l'affaire, mais a rappelé que certains flux internationaux pouvaient échapper aux taxes norvégiennes et qu'aucune charge n'était pour l'instant retenue. DNB s'est engagé à coopérer.

**Aquaculture.** L'entreprise Ocean Farming AS, soutenue dans son projet par Kongsberg Maritime, a annoncé l'approbation par le ministère norvégien du commerce et de la pêche de son dernier projet de ferme offshore. L'entreprise devrait construire dans les années à venir la première ferme aquacole complètement automatisée au monde, qui devrait être située au large de la côte du Trøndelag (centre de la Norvège). Située à plusieurs kilomètres des terres, cette ferme de nouvelle génération pourrait plonger ses filets jusqu'à 300 mètres de profondeur marine et ne devrait être gérée que par un équipage de trois ou quatre personnes. Augmenter la profondeur des fermes aquacoles contribuerait, selon des spécialistes, à lutter contre le poux de mer qui affecte le saumon. L'ensemble des acteurs du projet s'est félicité de cette innovation et de ces implications tant pour la culture du saumon que pour d'autres poissons.

**Taxe hydrocarbure.** La préparation du budget 2017 de l'État norvégien relance le débat sur les taxes dont doivent s'acquitter les entreprises du secteur des hydrocarbures. Actuellement imposées à 78% sur leurs revenus (53% taxe sur les revenus pétroliers, 25% d'impôt sur les sociétés) et affaiblies suite à la conjoncture, les entreprises réclament une baisse de leur contribution, alors que l'État a accusé une perte drastique sur ses revenus liés au secteur pour l'année 2015. De nombreux politiques appellent cependant de leurs vœux une prise d'initiatives du secteur pour gagner



La quinzaine nordique – 22 avril 2016 © DG Trésor

en compétitivité afin que le coût d'extraction du champ Sverdrup, l'un des plus bas, devienne la norme du secteur. Le sujet sera débattu au parlement le 28 avril.

**Énergie.** Le gouvernement norvégien a présenté le vendredi 15 avril un nouveau livre blanc sur la politique énergétique du pays à l'horizon 2030. Le ministre du pétrole et de l'énergie Tord Lien s'est dit très heureux de cette publication, la première depuis 17 ans. Elle devrait répondre aux nouveaux défis énergétiques ainsi qu'aux objectifs fixés par la COP21. Les grandes lignes du projet présenté sont l'accroissement de la sécurité de l'approvisionnement, notamment via la coopération nordique, une production efficace d'énergies renouvelables vers les pays voisins, plus d'efficacité énergétique, et enfin une augmentation de la croissance et de la compétitivité par l'utilisation des énergies renouvelables.

**Inflation.** Le bureau central des statistiques norvégien (SSB) a annoncé en avril une nouvelle augmentation de l'inflation dans le pays. Celle-ci a atteint en mars 3,3% sur un an, contre 3,1% en février. Cette augmentation serait due à des dépenses saisonnières importantes pour le mois de mars, comme l'achat de billets d'avions pour les vacances de Pâques. L'inflation sous-jacente, retenue comme indicateur pour les taux de la banque centrale, recule elle de 0,1%, à 3,3%. L'objectif de 2,5% alloué à la banque centrale est pour l'instant mis de côté, la priorité étant donné à un plan de relance afin de relever l'économie du pays.

## Suède

**Croissance économique.** Le ministère suédois des Finances vient de réviser ses prévisions de croissance en avril et table désormais sur une hausse du PIB de +3,8% en 2016 (+4,1% en 2015) et de +2,2% en 2017. Cette année, la croissance est essentiellement tirée par la progression de la consommation publique (+4,6%) et privée (+3%), ainsi que par les investissements bruts (+3,9%). Le chômage devrait, pour sa part, se contracter et passer de 7,4% en 2015 à 6,8% en 2016, puis à 6,3% en 2017.

**EDF-Studsvik.** Le 20 avril, EDF a annoncé le rachat des activités de déconstruction de centrales nucléaires et de gestion des déchets radioactifs de l'entreprise suédoise Studsvik, ce qui renforce les capacités d'EDF sur le cycle aval porté par sa filiale française Socodei. Pour un montant de 355 MSEK, EDF acquiert les actifs et installations de traitement des déchets par recyclage des métaux, incinération et pyrolyse situés à Nyköping en Suède, et à Workington au Royaume-Uni. Un accord de coopération a par ailleurs été signé entre les deux groupes afin de mettre en commun leur expertise pour se positionner en référence dans le secteur. La finalisation de la transaction auprès des autorités compétentes est attendue au 3<sup>ème</sup> trimestre 2016. Côté à la bourse de Stockholm, le titre Studsvik a grimpé de plus de 50 % le 20 avril.

**Balance des transactions courantes.** La Suède continue à afficher un excédent important de sa balance des transactions courantes qui est passé de 209,9 Mds SEK en 2014 (5,4% du PIB) à 246,2 Mds SEK en 2015 (5,9% du PIB). Cette amélioration est essentiellement due à la nette progression de l'excédent des échanges de services (de 71,8 Mds SEK à 107,1 Mds SEK). En revanche, l'excédent des échanges de biens est orienté à la baisse (129,4 Mds de SEK en 2014 à 120,6 Mds de SEK en 2015).

**Syndicalisation.** Le taux de syndicalisation reste élevé malgré la baisse observée ces dernières années en raison de la hausse du coût des cotisations dans certaines branches. Le taux de syndicalisation est ainsi passé de 77% de la population active en 2006 à 69% en 2015 (dont 74% pour les cols blancs et 63% pour les cols bleus). Le taux de syndicalisation est plus élevé dans le secteur public (81% en 2015) que dans le secteur privé (64%).

**Impression 3D.** L'institut de recherches européennes suédois (SIEPS) a publié [un rapport sur l'impression 3D](#) qui souligne deux avantages clés de cette technologie : la réduction des économies d'échelles qui permettra de rentabiliser la production de petites quantités, et la réduction des coûts de fabrication d'objets à formes complexes. Ces deux avantages comparatifs devraient faciliter l'entrée de nouveaux acteurs dans l'industrie manufacturière et dynamiser cette industrie. Enfin, le rapport met également en lumière la compatibilité de l'impression 3D avec les règles de l'OMC, ce qui devrait entraîner la diffusion rapide de cette technologie.

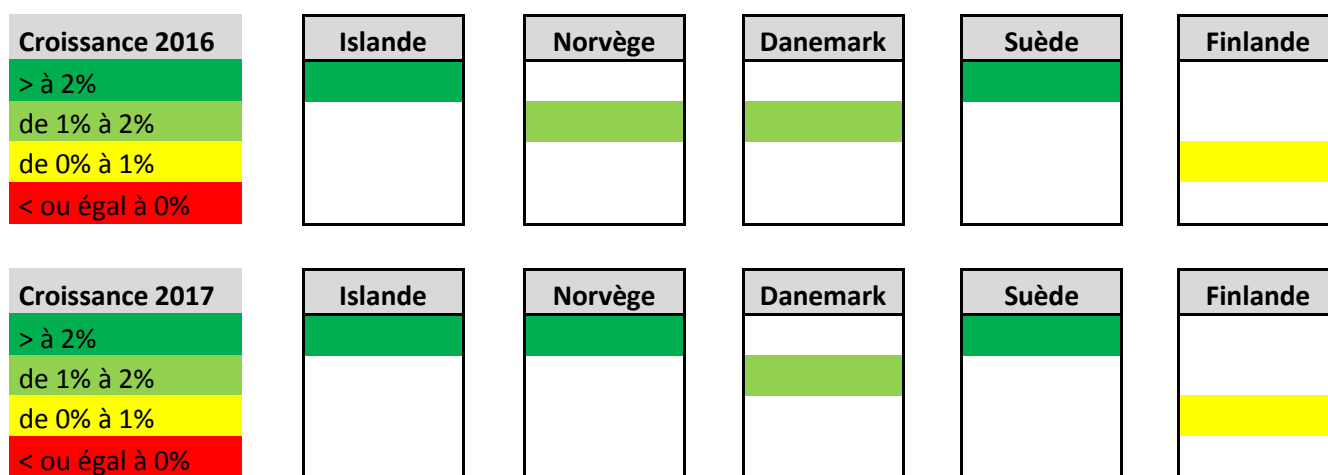
**Aéroport de Bromma.** Anders Sundström, ancien Ministre de l'économie (1996-1998) social-démocrate a rendu une étude commandée par le gouvernement sur l'avenir de l'aéroport de Stockholm Bromma et le potentiel de densification de ses abords. Selon lui, l'aéroport de Bromma n'a aucun avenir après l'arrivée à expiration en 2038 du contrat d'exploitation signé entre la ville de Stockholm et la société Swedavia qui possède et opère les 10 principaux aéroports suédois. La fermeture de l'aéroport de Bromma permettrait la construction de 30 000 nouveaux logements et rendrait nécessaire d'agrandir l'aéroport international de Stockholm Arlanda avec la construction d'une nouvelle piste, d'un nouveau terminal, d'un moyen de transport automatique entre les terminaux (type VAL) et également d'une amélioration des infrastructures de transport reliant Stockholm à son aéroport. Cet investissement est estimé à 30 Mds SEK (soit



environ 3,2 Mds €) et devrait intervenir avant la fermeture de l'aéroport de Bromma pour permettre un report progressif du trafic vers l'aéroport d'Arlanda, soit un début des travaux avant 2020.

**Agroalimentaire.** Le Premier ministre souhaite des explications sur la fermeture du site de Findus et a chargé le Ministre des Entreprises, M.Damberg, de rencontrer la direction du groupe Nomad Food détenu par une holding basée dans les Îles vierges britanniques, suite à sa décision récente de fermer le site de Findus à Bjuv (450 employés). Nomad Food avait racheté le site à la société de capital risque Liongem pour 720 M€ en août 2015. Cette fermeture serait « *un coup dur pour la filiale agroalimentaire suédoise* » selon le Premier ministre qui « *s'interroge sur cette décision alors même que ce centre de production présente de bons résultats économiques* ». Le Premier ministre a mis en place une commission interministérielle pour analyser les conditions de cette fermeture. Nomad Food justifie sa décision par des considérations d'ordre logistique (coût du transport de la production vers les marchés stratégiques).

## 1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (Février 2016)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
<b>PIB</b>	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Gouvernement	1,9	2,0	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	1,2	1,6	<b>3,8</b>	<b>2,2</b>	-	-
Banque centrale	1,8	2,0	0,7	1,0	1,0	1,7	3,5	2,8	4,2	3,4
Institut stat./conj****	1,1	2,3	0,9	1,2	1,7	2,1	3,5	2,3	4,0	3,1
Commission*	1,7	1,9	0,5	0,9	1,5	2,2	3,2	2,9	3,3	2,3
FMI**	2,0	2,1	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	1,3	1,6	3,0	2,7	3,7	3,0
OCDE***	1,8	1,9	1,1	1,7	1,1	2,0	3,1	3,0	3,7	2,9
SEB	1,8	2,2	0,4	1,1	1,5	1,6	3,7	2,8	-	-
Nordea	1,7	1,9	0,5	0,7	1,9	1,4	4,0	2,0	-	-
Danske Bank	1,5	1,8	0,7	1,1	1,5	2,0	3,3	2,5	-	-

Source :

\* Prévisions d'hiver (février 2016)

\*\* World Economic Outlook (octobre 2015) ou rapports pays



La quinzaine nordique – 22 avril 2016 © DG Trésor

\*\*\* Perspectives économiques (novembre 2015)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statistiska

Statistiska

**Code couleur des mises à jour :**
**En gras :** mise à jour sans changement

**En rouge :** dégradation

**En vert :** amélioration

## 2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
<b>Déficit</b>										
Gouvernement	-2,8	-2,0	<b>-2,5</b>	<b>-2,1</b>	6,6	-	<b>-0,4</b>	<b>-0,7</b>	-	-
Commission*	-2,7	-1,9	-2,8	-2,5	7,2	7,0	-1,1	-1,2	-0,5	-0,5
FMI**	-2,8	-2,4	-2,8	-2,6	6,2	6,7	-0,7	-0,4	0,4	1,0
OCDE***	-2,8	-2,8	-2,7	-1,6	5,5	5,4	-0,6	-0,3	0,3	0,7

 NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
<b>Dettes</b>										
Gouvernement	38,4	39,1	<b>65,0</b>	<b>66,7</b>	-	-	<b>42,5</b>	<b>41,1</b>	-	-
Commission*	38,3	38,8	65,0	66,2	28,6	30,4	43,1	42,3	58,0	55,0
FMI**	48	48,4	64,0	65,4	28,1	28,1	42,6	41,3	69,5	63,5

 NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017
<b>Autres</b>										
inflation (IPCH)*	0,9	1,7	0,1	1,5	2,6	2,2	1,1	1,4	2,5	2,7
cons. privée*	2,0	2,1	0,6	0,6	1,5	2,0	2,6	2,8	3,6	3,4
chômage (BIT)*	5,8	5,6	9,4	9,3	4,1	4,3	6,9	6,7	3,8	3,5

Source :

\* Prévisions d'hiver (février 2016)

\*\* World Economic Outlook (octobre 2015) ou rapports pays

\*\*\* Perspectives économiques (novembre 2015)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statistiska

**Code couleur des mises à jour :**
**En gras :** mise à jour sans changement

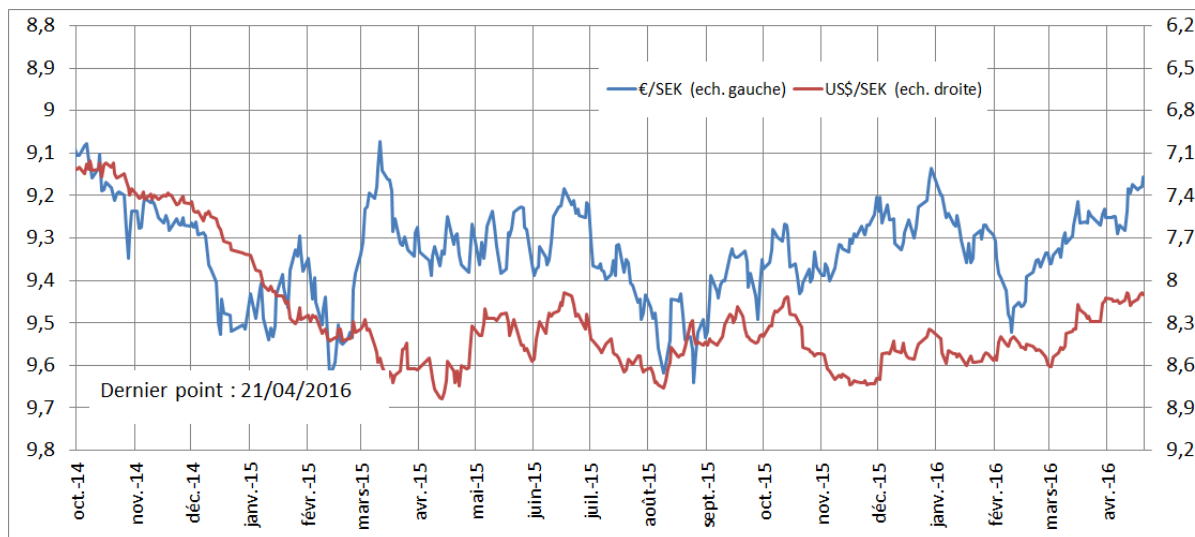
**En rouge :** dégradation

**En vert :** amélioration

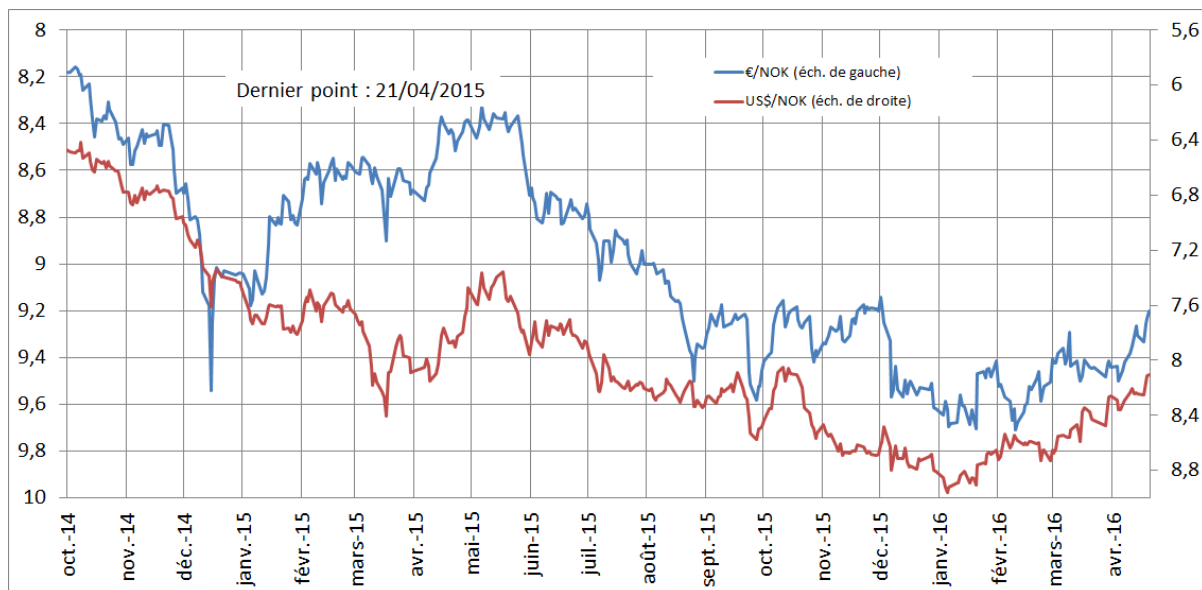


### 3. Evolution historique des taux de change

#### Couronne suédoise



#### Couronne norvégienne



**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à [pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Clothilde Bauduin, Simone Le Ray, Michel Lallemand, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Alexis Stevenson), Oslo (Christian Fatras, Adrien Labaune), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaître, Julien Grosjean, Thomas Charrier, Coline Serra).